



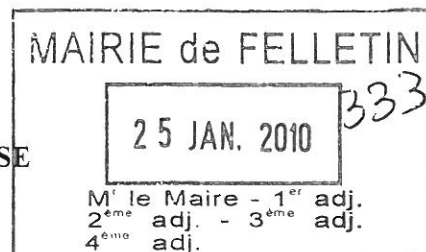
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CITOYENNETE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Mme LE MAUX
☎ 05.55.51.58 85
Captages/DUP(env SIAEP-pétitionnaire)



GUERET, le **15 JAN. 2010**

Le Préfet de la Creuse

à

**Monsieur le Président
du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable
de la Haute Vallée de la Creuse
Mairie de FELLETIN**

23500 – FELLETIN

**OBJET : Périmètres de protection des captages situés sur les communes de FENIERS,
GIOUX, CLAIRAUX, et SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE.**

Réf. : Ma lettre du 17 décembre 2009.

P. J. : 7

Par courrier cité en référence je vous demandais de me faire part, sous quinzaine, de vos éventuelles observations sur les projets d'arrêté, examinés lors du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du jeudi 17 décembre 2009, déclarant d'utilité publique, à votre bénéfice, l'établissement des périmètres de protection des captages des « Bordes 1 et 2 », des « Pâturaux » et du « Pré Nouveau » situés sur la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, « d'Abbas » et des « Gasnes » situés sur la commune de CLAIRAUX, de « Gasne Claire » situé sur la commune de FENIERS et de « Poulain » situé sur la commune de GIOUX ainsi que les travaux de protection autour de ces captages.

N'ayant été destinataire d'aucune observation de votre part dans les délais impartis, je vous adresse, sous ce pli, une copie conforme de chacune de ces décisions.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1321-13-1 du Code de la Santé Publique il vous appartient de notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Cet article du Code de la Santé Publique prévoit également qu'une mention de l'affichage en mairie du présent arrêté doit être insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux. A cet effet, j'adresse donc, par courrier du même jour, un avis à l'Agence HAVAS pour satisfaire à cette formalité. Vous voudrez bien régler, dès qu'elles vous parviendront, les factures relatives à ces parutions.

J'attire par ailleurs votre attention sur les dispositions de l'article R. 1321-13-4 du Code de la Santé Publique qui prévoit que « *I – La Collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.*

« Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

« II – La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois ».

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Vincent LAGOGUEY





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010-015-12

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES DES « BORDES 1 et 2 »
SITUES SUR LA COMMUNE DE SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE**

Le Préfet de la Creuse,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages des « **Bordes 1 et 2** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE en date du 29 janvier 2007 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages des « Bordes 1 et 2 », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 septembre 1946 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable du Syndicat ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 1957 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable du Syndicat ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâtureau », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

CONSIDERANT que les captages des « Bordes 1 et 2 » constituent une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire des captages des « Bordes 1 et 2 » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection des captages des « Bordes 1 et 2 »,
- les travaux de protection autour des captages des « Bordes 1 et 2 », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation des captages (coordonnées en Lambert II étendu) :

- | | | |
|--------------------------------------|-------------|---------------|
| - « Bordes 1 » ou « Bordes Amont » : | X = 583 494 | Y = 2 096 239 |
| - « Bordes 2 » ou « Bordes Aval » : | X = 583 607 | Y = 2 096 102 |

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau des captages des « Bordes 1 et 2 » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection des captages des « Bordes 1 et 2 », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, **deux périmètres de protection immédiate**.

- # **un périmètre de protection immédiate autour du captage des « Bordes 1 »** : il s'étendra la totalité de la parcelle n° 5 section E du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE ;
- # **un périmètre de protection immédiate autour du captage des « Bordes 2 »** : il s'étendra la totalité de la parcelle n° 6 section E du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE.

Ces périmètres de protection immédiate seront acquis en pleine propriété par le Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturés. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ces périmètres ou l'exploitation des captages.

Ils seront aménagés de manière à éviter toute stagnation d'eau.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ces périmètres à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.1 : Périmètre de protection immédiate des « Bordes 1 »

La partie boisée du périmètre de protection immédiate pourra être conservée mais devra être débroussaillée et régulièrement entretenue. Les produits de coupe et les bois morts seront évacués hors du périmètre de protection immédiate. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

L'autre partie de la parcelle devra être entretenue en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis.

Article 3.2 : Périmètre de protection immédiate des « Bordes 2 »

Il sera régulièrement entretenu en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Article 3.3 : Autres aménagements

Accès au captage des « Bordes 1 »

L'accès au captage des « Bordes 1 » se fera à partir du « Chemin des Communaux du Puy Rochette », puis par un chemin d'une largeur de 5 mètres qui devra être créé sur parcelles n° 29 et 36 de la section ZH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE. Son emprise appartiendra au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Accès au captage des « Bordes 2 » et au regard de captage

L'accès au périmètre de protection immédiate ainsi qu'au regard devra être pérennisé par l'officialisation d'un droit de passage à l'intérieur des parcelles n° 867 et 870 de la section E du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, conformément au plan annexé. Cette servitude, instaurée au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés.

Regard de captage

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse devra être propriétaire de l'emprise du regard de captage des « Bordes ».

Le regard de captage sera régulièrement entretenu et nettoyé. Son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Le regard de captage sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé **un périmètre de protection rapprochée commun aux captages des « Bordes 1 et 2 »** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

✂ Commune de SAINT QUENTIN-LA-CHABANNE section E :

- la totalité des parcelles n° 841, 855
- une partie des parcelles n° 848, 856 et 864.

✂ Commune de SAINT QUENTIN-LA-CHABANNE section ZH :

- la totalité de la parcelle n° 36.

Article 4.1 : prescriptions générales

Dans ce périmètre, sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation des captages,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondiçes, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien des captages,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction des champs captants,

- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation des points d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),
- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles.
Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes, c'est-à-dire la parcelle n° 36 de la section ZH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, ne devront pas être transformées en cultures.
- l'entretien des fossés et des haies.
Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : prescriptions agricoles

Dans ce périmètre sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres des périmètres de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars,
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :*

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ *l'utilisation de produits phytosanitaires :*

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

➤ *le chargement en animaux quels qu'ils soient :*

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

Article 4.3 : prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois, c'est-à-dire les parcelles n° 841, 848c, 848d, 848e, 855a, 855c, 856b, 856c, 864c, 864d et 864e de la section E du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites des périmètres de protection immédiate,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'usage de produits phytosanitaires,*

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

➤ les coupes d'arbres et le débardage,

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites des périmètres de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction des captages.

➤ l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

➤ le stockage des bois.

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites des périmètres de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Abrogation

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1946 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable du Syndicat d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est abrogé.

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1957 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable du Syndicat d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est abrogé.

Article 7 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 8 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE (territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 9: Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur – 75350 - PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date de sa notification.

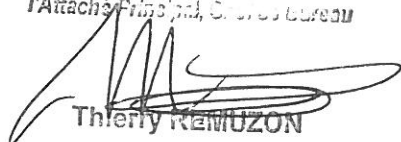
En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 10 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Service Bureau


Thierry REMUZON

Fait à GUERET, le 15 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010- 015-03

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DES « PATUREAUX »
SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE**

LE PREFET DE LA CREUSE

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage des « **Pâturaux** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE en date du 29 janvier 2007 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages des « Pâturaux », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâturaux », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

... / ...

CONSIDERANT que le captage des « Pâtureaux » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage des « Pâtureaux » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage des « Pâtureaux »,
- les travaux de protection autour du captage des « Pâtureaux », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 583 966 Y = 2 095 351

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage des « Pâtureaux » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage des « Pâtureaux », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, **deux périmètres de protection immédiate** de part et d'autre du chemin rural des « Bordes à Guimont ».

Article 3.1 : Périmètres de protection immédiate

Les terrains concernés par ces périmètres sont les suivants :

↳ Commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE section AI :

- la totalité des parcelles n° 8, 9, 66 et 71.

Ces périmètres de protection immédiate seront acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturés. Pour chacun des deux périmètres, un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ces périmètres ou l'exploitation du captage.

Ces périmètres seront aménagés de manière à éviter toute stagnation d'eau.

Les zones enherbées devront être régulièrement entretenues en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche, y compris sous forme de foin, sont autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis.

Les sous-bois restants devront être débroussaillés et régulièrement entretenus. Les produits de coupe et les bois morts seront évacués hors des périmètres de protection immédiate. En cas de coupe d'arbres, les souches seront arasées et non enlevées. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ces périmètres à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Autres aménagements

Sur le chemin d'accès (chemin rural des « Bordes à Guimont »), en limite des périmètres de protection immédiate, seront installés des panneaux de signalisation. Ces derniers indiqueront :

- # la présence du captage,
- # l'interdiction de passage des gros engins à moteur (notamment pour le débardage) sur la portion de chemin longeant les périmètres de protection immédiate.

Le regard de captage sera régulièrement entretenu et nettoyé. Son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Le regard de captage sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé un **périmètre de protection rapprochée** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

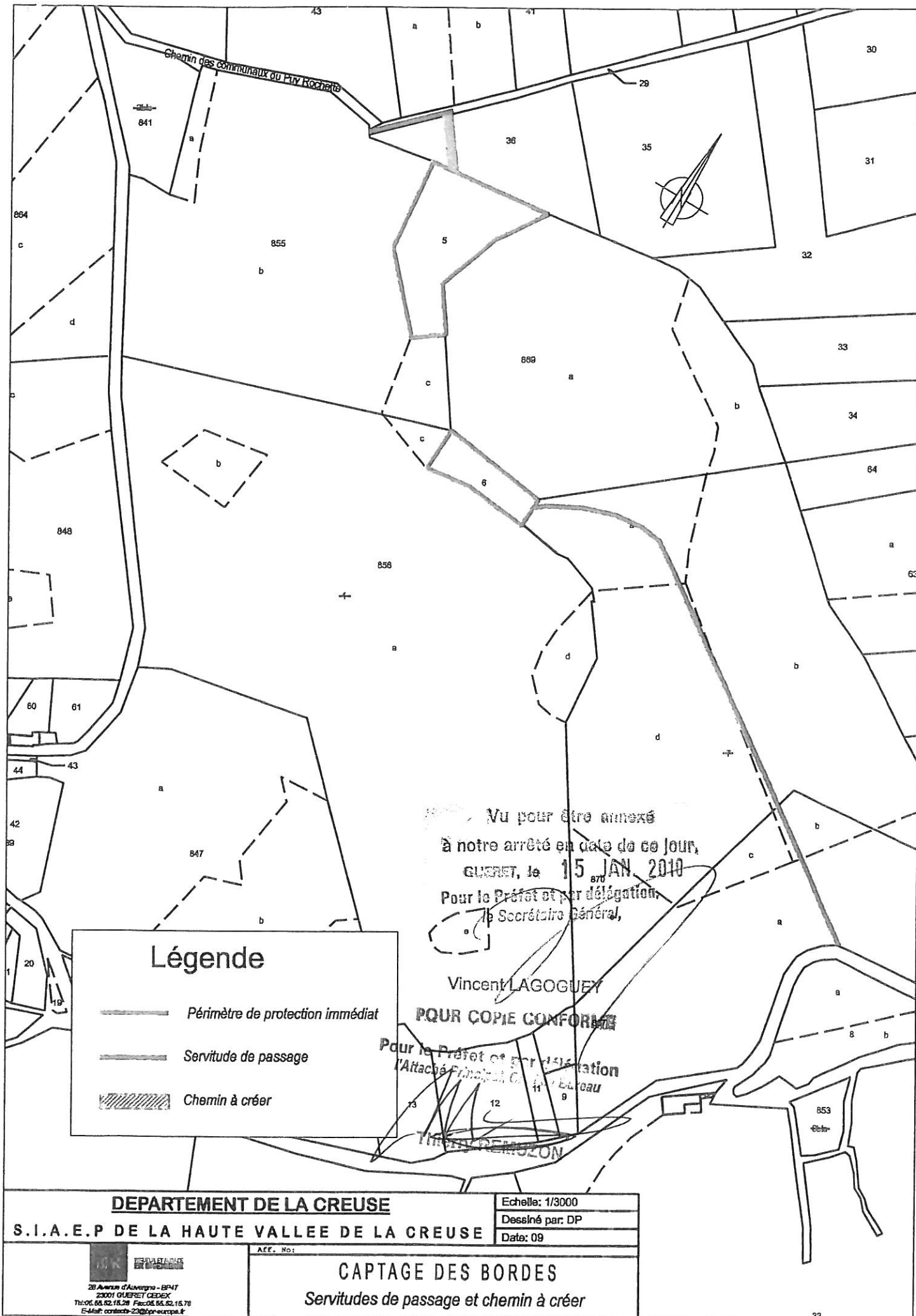
☞ Commune de SAINT QUENTIN LA CHABANNE section A1:

- la totalité de la parcelle n° 54.
- une partie de la parcelle n° 52.

Article 4.1 : Prescriptions générales

Dans ce périmètre sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),
- les sols nus en hiver,



- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,

Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes ne devront pas être transformées en cultures.

- l'entretien des fossés et des haies,

Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois ; c'est-à-dire la parcelle n° 54 de la section AI du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE.

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites des périmètres de protection immédiate,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- *l'usage de produits phytosanitaires,*

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

- *les coupes d'arbres et le débardage,*

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites des périmètres de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

- *l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,*

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

- *le stockage des bois.*

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 4.3 : prescriptions agricoles

Dans ce périmètre sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres des périmètres de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars,
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- *l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :*

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ *l'utilisation de produits phytosanitaires :*

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

➤ *le chargement en animaux quels qu'ils soient :*

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE (territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date de sa notification.

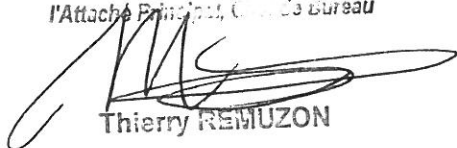
En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

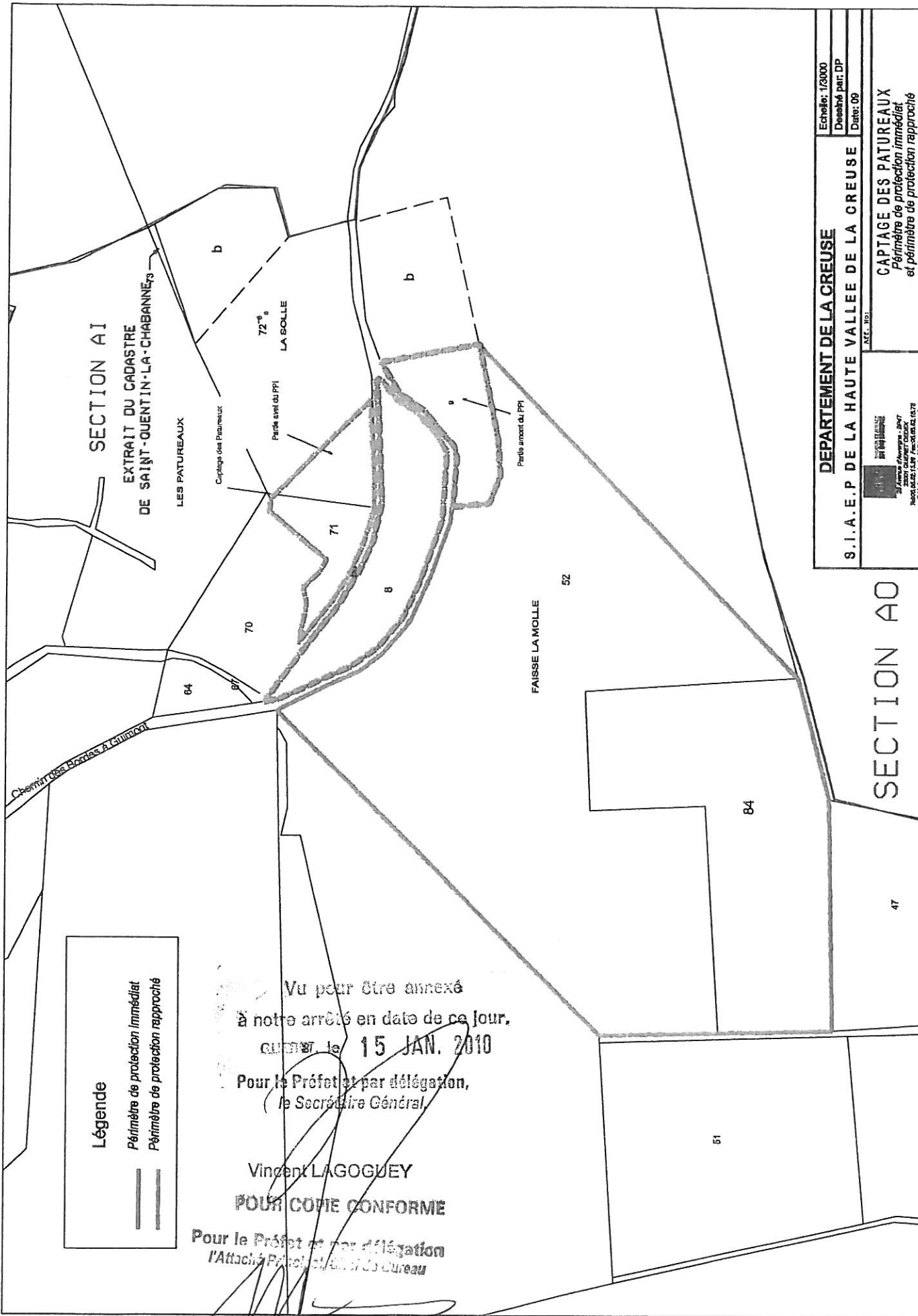
Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Chef de Bureau


Thierry REMUZON

Fait à GUERET, le 15 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY



Légende

— Périmètre de protection immédiat

- - - Périmètre de protection rapproché

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour,
le **15 JAN. 2010**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

Vincent LAGOGUEY

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal du Service Bureau

Thierry REMONZON

DEPARTEMENT DE LA CREUSE S.I.A.E.P DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE		Echelle: 1/2000 Dessiné par: DP Date: 09
CAPTAGE DES PATUREAUX Périmètre de protection immédiat et périmètre de protection rapproché		A.T.C. 101



PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010-015-11

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE « PRE NOUVEAU »
SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE**

LE PREFET DE LA CREUSE

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage de « **Pré Nouveau** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE en date du 29 janvier 2007 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage de « Pré Nouveau », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâtureau », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

CONSIDERANT que le captage de « Pré Nouveau » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage de « Pré Nouveau » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage de « Pré Nouveau »,
- les travaux de protection autour du captage de « Pré Nouveau », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 583 868 Y = 2 095 702

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage de « Pré Nouveau » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage de « Pré Nouveau », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, un **périmètre de protection immédiate**.

Afin de protéger le regard de jonction situé 50 mètres à l'aval et recevant les eaux des captages de « Pré Nouveau » et des « Pâturaux », il sera également créé un **périmètre de protection immédiate annexe**.

Article 3.1 : Périmètre de protection immédiate du captage

Il s'étendra sur la totalité de la parcelle n° 34 de la section AH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE.

Ce périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du captage.

Ce périmètre sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau.

Il sera régulièrement entretenu en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis. Les produits de coupe seront évacués hors du périmètre de protection immédiate. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ce périmètre à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Périmètre de protection immédiate du regard de jonction

Il sera établi également un **périmètre de protection immédiate dit annexe autour du regard de jonction** conformément au plan joint en annexe du présent arrêté. Il s'étendra sur la totalité de la parcelle n° 33 de la section AH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et sera efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du réseau d'eau.

Il sera régulièrement entretenu.

Article 3.3 : Autres aménagements

Sur la route communale desservant le village des Bordes, dans la partie longeant le périmètre de protection immédiate du captage de « Pré Nouveau », une glissière de sécurité devra être installée.

Le regard de captage situé dans le périmètre de protection immédiate du captage et le regard de jonction seront régulièrement entretenus et nettoyés. Leur étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Ces regards de captage seront rendus impénétrables aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place, pour chacun, un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie la canalisation du trop plein. Les canalisations de départ seront pourvues d'une crépine et celles des trop-pleins d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

L'accès au regard de jonction devra être pérennisé par l'officialisation d'un droit de passage à l'intérieur de la parcelle n° 32 de la section AH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, conformément au plan annexé. Cette servitude, instaurée au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé **un périmètre de protection rapprochée** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

✧ Commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE section AH :

- une partie des parcelles n° 32 et 35.

✧ Commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE section E :

- la totalité des parcelles n° 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 847.
- une partie de la parcelle n° 856.

Article 4.1 : Prescriptions générales

Dans ce périmètre sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,

- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),,
- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,

Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes ne devront pas être transformées en cultures.

- l'entretien des fossés et des haies,

Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : Prescriptions agricoles

Dans ce périmètre, sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres du périmètre de protection immédiate du captage,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars.
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :*

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ *le chargement en animaux quels qu'ils soient :*

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

➤ *l'utilisation de produits phytosanitaires :*

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

Article 4.3 : Prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois, c'est-à-dire les parcelles n° 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 847b, 856d et 856e de la section E et la parcelle n° 32 de la section AH du plan cadastral de la commune de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites du périmètre de protection immédiate du captage,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'usage de produits phytosanitaires,*

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

➤ les coupes d'arbres et le débardage,

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

➤ l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

➤ le stockage des bois.

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE (territoire sur lequel est située la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur – 75350 - PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date de sa notification.

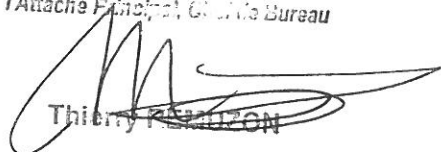
En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, G. du Bureau


Thierry RABOUZON

Fait à GUERET, le 15 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY



PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010-015_06

ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE « D'ABBAS »
SITUE SUR LA COMMUNE DE CLAIRAUAUX

Le Préfet de la Creuse,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage d'« **Abbas** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de CLAIRAUAUX en date du 29 décembre 2006 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage d'« **Abbas** », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« **Abbas** », des « **Gasnes** », des « **Bordes** », des « **Pâturaux** », du « **Pré Nouveau** », de « **Gasne Claire** » et de « **Poulain** » situés sur les communes de CLAIRAUAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

CONSIDERANT que le captage « d'Abbas » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage « d'Abbas » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage d'« Abbas »,
- les travaux de protection autour du captage « d'Abbas », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 585 526 Y = 2 085 020

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage « d'Abbas » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage d'« Abbas », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, un périmètre de protection immédiate incluant le regard de captage.

Article 3.1 : Périmètres de protection immédiate

Les terrains concernés par ces périmètres sont les suivants :

↳ Commune de CLAIRVAUX section AS :

- la totalité des parcelles n° 91, 97, 98, 100, 102 et 104.
- une partie des parcelles n° 18 et 99.

Ce périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du captage.

Ce périmètre sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau.

L'arbre, situé sur la partie de la parcelle n° 18 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX incluse dans le périmètre de protection immédiate, devra être coupé. Les arbres situés sur les parcelles n° 98, 100 et 102 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX pourront être conservés. Cette zone boisée devra être débroussaillée et régulièrement entretenue. En cas de coupe d'arbres, les souches seront arasées et non enlevées. Les produits de coupe et les bois morts seront évacués hors du périmètre de protection immédiate. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Le reste du périmètre de protection immédiate sera régulièrement entretenu en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ce périmètre à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Autres aménagements

Afin d'accéder au périmètre de protection immédiate du captage et au regard de captage :

- ☐ une convention de passage sur les parcelles n° 82 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX et n° 526 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS (terrain militaire), relevant du Ministère de la Défense, devra être signée,
- ☐ un droit de passage sur les parcelles n° 93 et 101 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX devra être officialisée : cette servitude, instaurée au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés,
- ☐ le chemin situé sur la parcelle n° 92 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX appartenant au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse devra être régulièrement entretenu.

Le regard de captage sera régulièrement entretenu et nettoyé. Son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Le regard de captage sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie de la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé un périmètre de protection rapprochée (plan annexé).

Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

✚ Commune de CLAIRVAUX section AS :

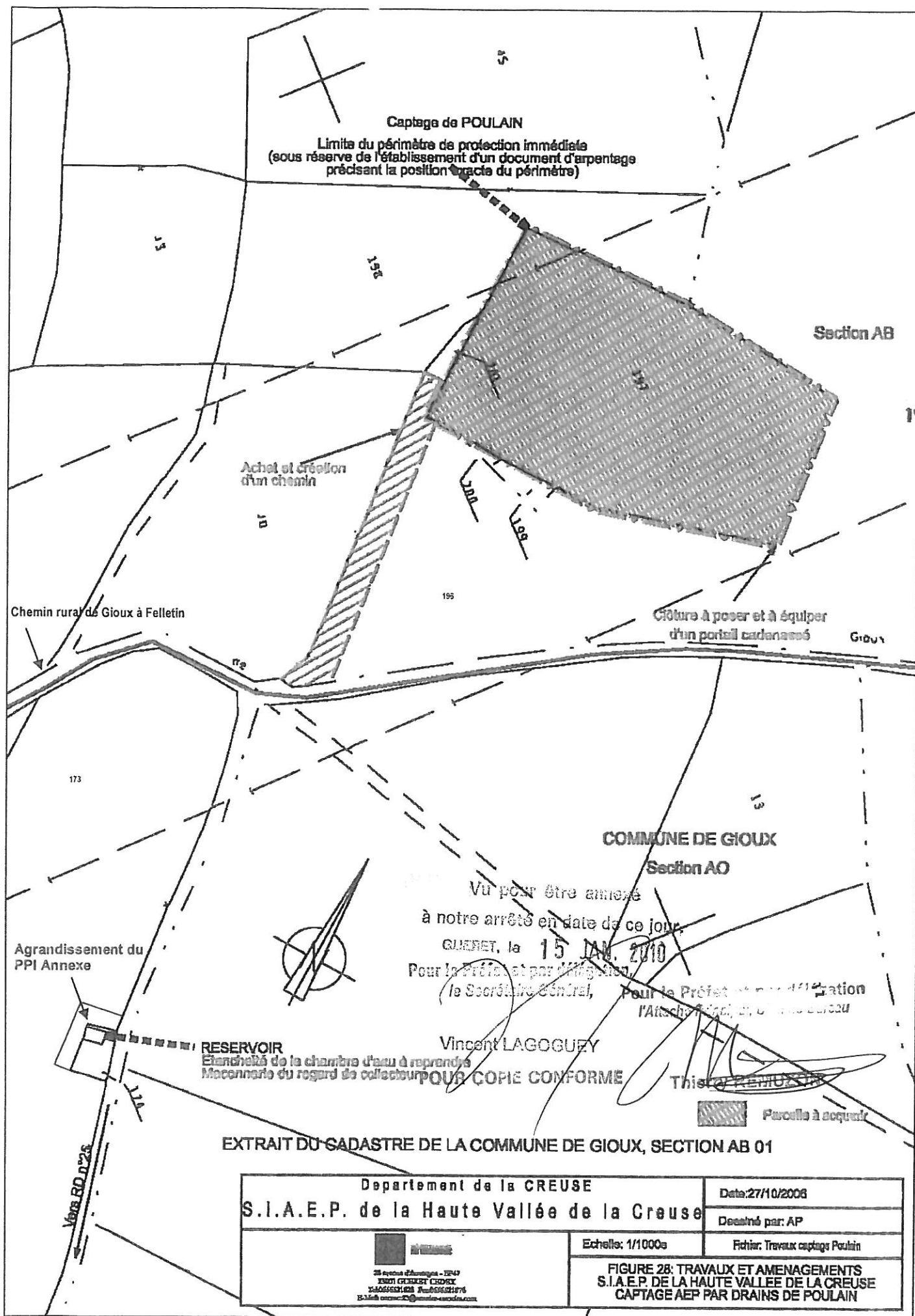
- la totalité des parcelles n° 4, 5, 17, 92, 93 et 101.
- une partie des parcelles n° 2, 18, 19, 20, 82, 99 et 103.

Article 4.1 : Prescriptions générales

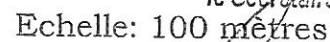
Dans ce périmètre, sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures, ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),

... / ...



PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE



POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet ou par délégation
L'Attaché Principal du Bureau

Limites du périmètre de protection rapprochée

- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,
Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes ne devront pas être transformées en cultures.
- l'entretien des fossés et des haies,
Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau du captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : Prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois, c'est-à-dire les parcelles n° 2, 4, 5, 17, 18, 19, 20, 93 et 101 de la section AS du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX, pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'usage de produits phytosanitaires,*

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

➤ *les coupes d'arbres et le débardage,*

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

➤ *l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,*

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

➤ *le stockage des bois.*

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 4.3 : Prescriptions agricoles

Dans ce périmètre sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars.
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :*

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ *l'utilisation de produits phytosanitaires :*

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

➤ *le chargement en animaux quels qu'ils soient :*

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de CLAIRAUX. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de CLAIRAUX (territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes) qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de CLAIRAUX et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur – 75350 - PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de sa notification.

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de CLAIRAUAUX, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim et M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

**Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Chef de Bureau**

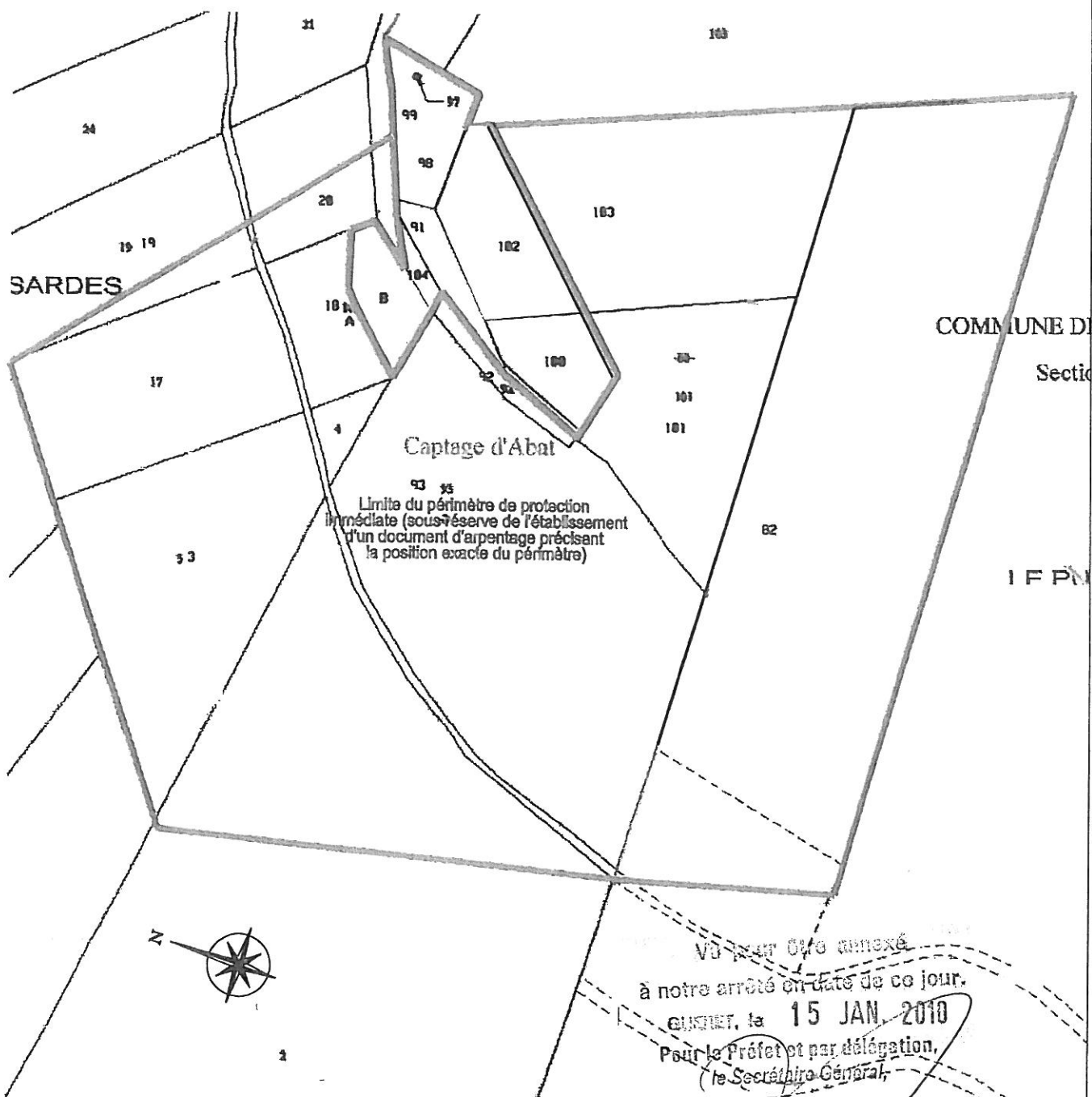

Thierry REMUZON

Fait à GUERET, le **15 JAN. 2010**



**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**


Vincent LAGOGUEY

**EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
DE LA COMMUNE DE CLAIRAUX, SECTION AS**




Légende

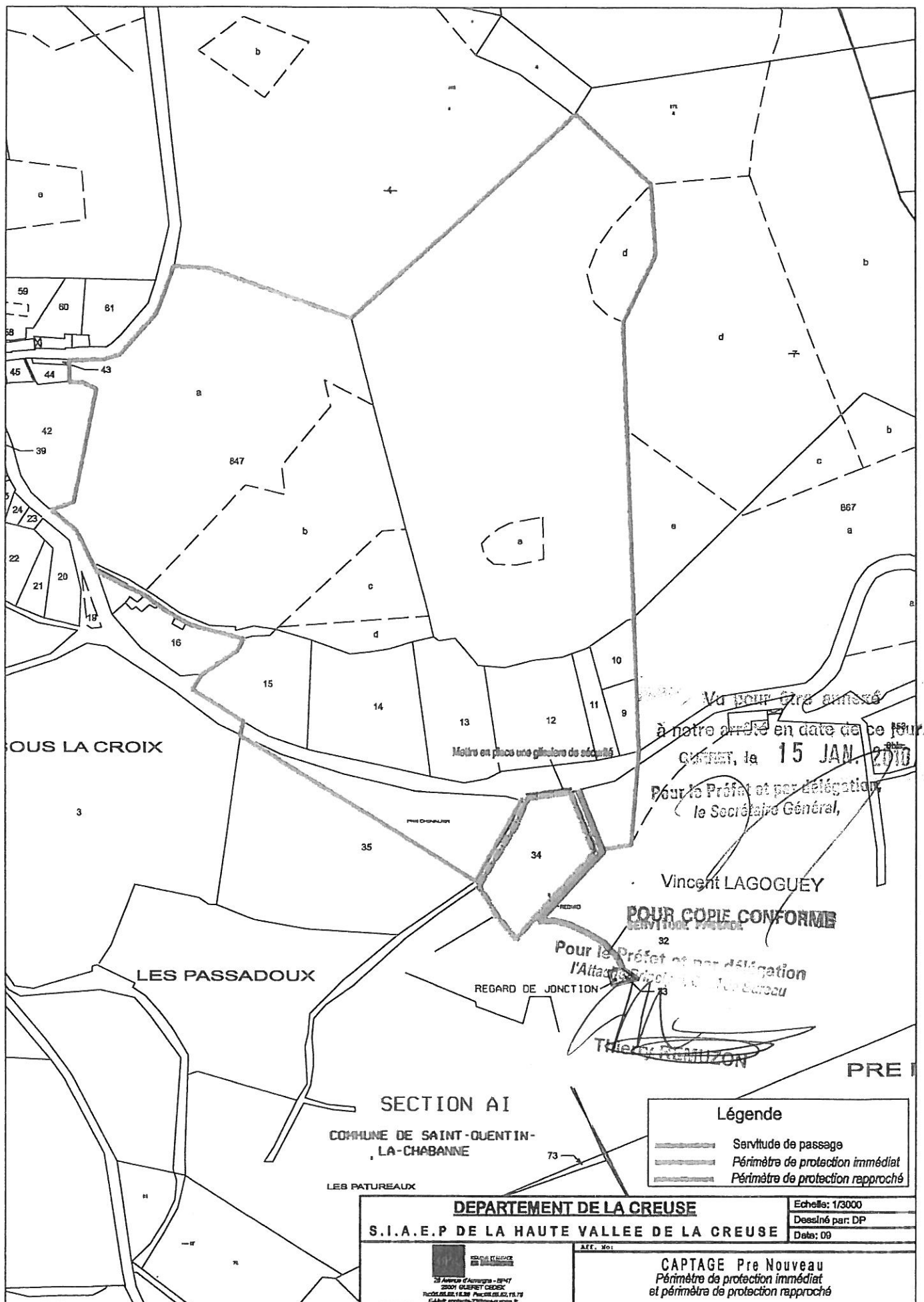
-  Périmètre de protection immédiat
-  Périmètre de protection rapproché

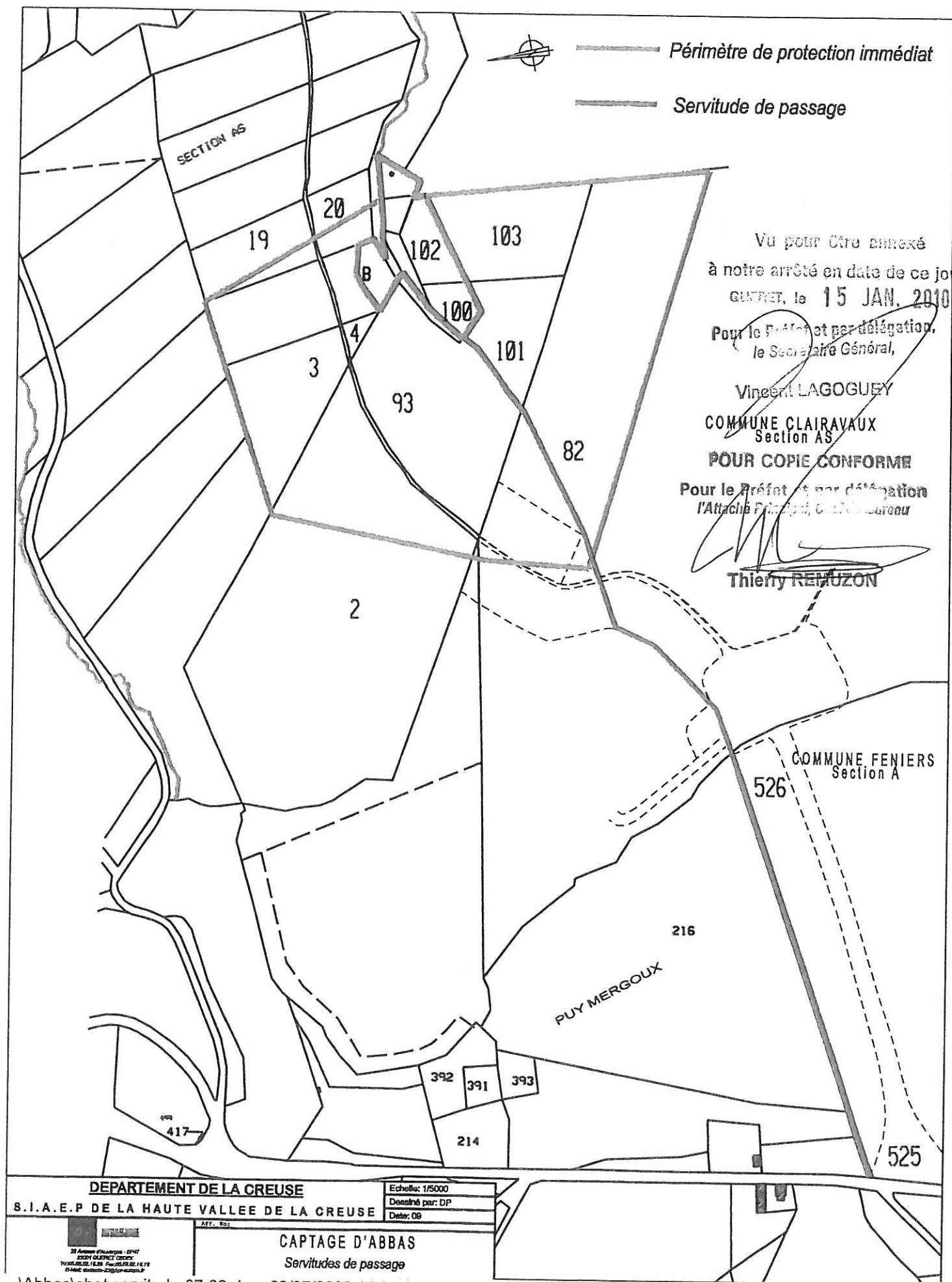
Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour.
ENQUÊTE, le **15 JAN 2010**
Pour le Préfet et par délégation,
(le Secrétaire Général,

Vincent LAGOGUEY

POUR COPIE CONFORME

Département de la CREUSE		Date: 27/10/2008
S.I.A.E.P. de la Haute Vallée de la Creuse		Dessiné par: AP
		Echelle: 1/3000e
FIGURE 3 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE CAPTAGE AEP PPR DRAINS DE ABAT S.I.A.E.P. DE LA HAUTE VALLÉE DE LA CREUSE		Révisé: PPR N°2







PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010- 015-04

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DES « GASNES »
SITUE SUR LA COMMUNE DE CLAIRAUX**

LE PREFET DE LA CREUSE

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage des « **Gasnes** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de CLAIRAUX en date du 29 décembre 2006 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection de captage des « Gasnes », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâturaux », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

.../...

CONSIDERANT que le captage des « Gasnes » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage des « Gasnes » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage des « Gasnes »,
- les travaux de protection autour du captage des « Gasnes », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 587 580 Y=2 084 605

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage des « Gasnes » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètre de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage des « Gasnes », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, **un périmètre de protection immédiate** qui inclura le regard de captage.

Article 3.1 : Périmètres de protection immédiate

Il s'étendra sur une partie de la parcelle n° 9 de la section AO du plan cadastral de la commune de CLAIRVAUX.

Ce périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du captage.

Ce périmètre sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau. Il sera débroussaillé. Les arbres situés sur le périmètre de protection immédiate pourront être conservés. Les produits de coupe et les bois morts seront évacués hors du périmètre de protection immédiate. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Le périmètre de protection immédiate sera régulièrement entretenu (au minimum deux fois par an). Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ce périmètre à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Autres aménagements

L'accès au périmètre de protection immédiate ainsi qu'au regard de captage devra être pérennisé par l'officialisation d'un droit de passage à l'intérieur des parcelles n° 9 et 23 de la section AO du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX, conformément au plan annexé. Cette servitude, instaurée au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés.

Le regard de captage sera régulièrement entretenu et nettoyé. Son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Le regard de captage sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé un **périmètre de protection rapprochée** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

↳ Commune de CLAIRAUX section AO :

- la totalité des parcelles n° 6, 23, 24, 26 et 28,
- une partie des parcelles n° 8, 9, 22, 25, 27 et 29.

Article 4.1 : prescriptions générales

Dans ce périmètre, sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,

- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),
- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,

Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes ne devront pas être transformées en cultures.

- l'entretien des fossés et des haies,

Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois ; c'est-à-dire les parcelles n° 8, 9, 22, 23, 24, 25, 26 et 28 de la section AO du plan cadastral de la commune de CLAIRAUX, pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée.

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- l'usage de produits phytosanitaires,

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

➤ les coupes d'arbres et le débardage,

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

➤ l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

➤ le stockage des bois.

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 4.3 : Prescriptions agricoles

Dans ce périmètre, sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars.
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles, annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ l'utilisation de produits phytosanitaires :

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

➤ le chargement en animaux quels qu'ils soient :

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

.../...

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de CLAIRAUX. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de CLAIRAUX (territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de la commune de CLAIRAUX et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur – 75350 - PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date d'envoi de sa notification.

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

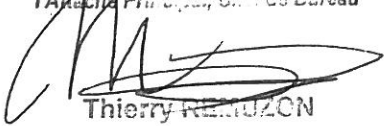
Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de CLAIRAUAUX, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim et M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

Fait à GUERET, le **15 JAN. 2010**

Pour le Préfet et par délégation
l'Adjoint Principal, Chef de Bureau


Thierry RENOUZON

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY

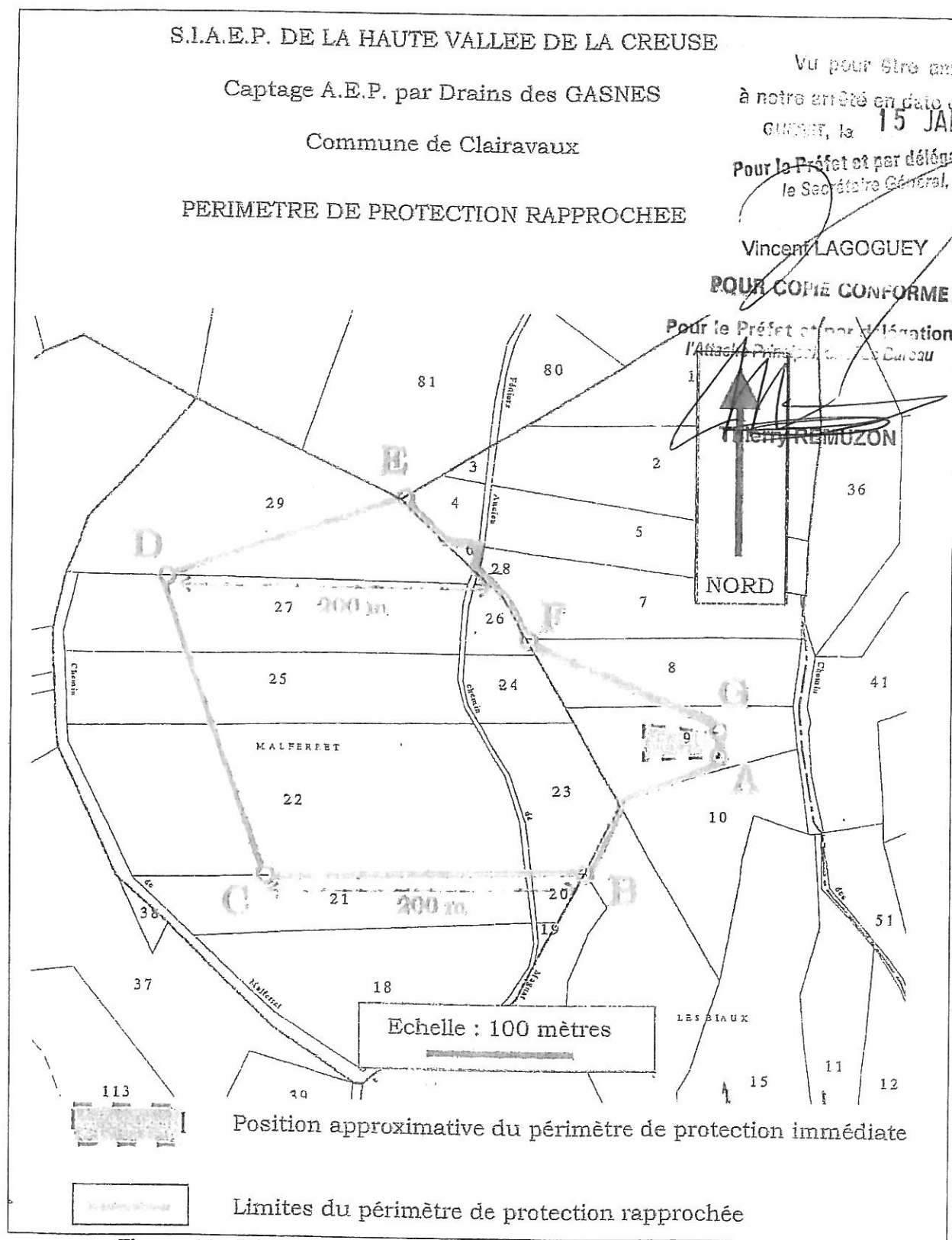
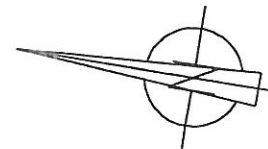


Figure 14 : Périmètre de protection rapproché du captage des Gasnes.
(Extrait avis de l'hydrogéologue agréé - Décembre 2005).




Chemin des Biaux

Captage des Gasnes
Limite du périmètre de protection immédiate


Clôture à poser et à équiper
d'un portail cadenassé

REGARD DE CAPTAGE

10

 Partie de parcelle (A09-Clairavaux)
à acquérir

• Débroussaillage (seuls les arbres les plus grands
seront conservés)

 Servitude de passage

8

9

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour.
Fait, le 15 JAN. 2010
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

Vincent LAGOGUEY

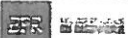
POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet et par délégation,
l'Attaché Principal, C. Le Bureau

23

24

Chemin de Magnat

EXTRAIT DU CADASTRE
DE LA COMMUNE DE CLAIRAUX
SECTION A0

Département de la CREUSE		Date: 29/06/2009
S.I.A.E.P. DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE		Dessiné par: DP
 28 avenue d'Alsace - BP 47 23001 GUERET CEDEX Tél: 05 55 52 15 28 Fax: 05 55 52 15 78 E-Mail: comact24@stpe-creuse.fr	Echelle: 1/1000e	Fichiers Travaux captage Gasne version 2
	FIGURE 16: TRAVAUX ET AMENAGEMENTS S.I.A.E.P. DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE CAPTAGE AEP PAR DRAINS DES GASNES	



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010-015-09

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE « GASNE CLAIRE »
SITUE SUR LA COMMUNE DE FENIERS**

LE PREFET DE LA CREUSE

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage de « **Gasne Claire** » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de FENIERS en date du 22 décembre 2006 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage de « Gasne Claire », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâtureau », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

... / ...

CONSIDERANT que le captage de « Gasne Claire » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage de « Gasne Claire » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage de « Gasne Claire »,
- les travaux de protection autour du captage de « Gasne Claire », servant à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 584 737 Y = 2 084 617

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage de « Gasne Claire » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage de « Gasne Claire », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, **un périmètre de protection immédiate**. Afin de protéger le regard de captage situé 100 mètres à l'aval, il sera également créé **un périmètre de protection immédiate annexe**.

Article 3.1 : Périmètre de protection immédiate du captage

Il s'étendra sur la totalité des parcelles n° 391 et 393 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS.

Ce périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du captage.

Ce périmètre sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau.

Il sera régulièrement entretenu en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ce périmètre à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Accès au captage

Afin d'accéder au périmètre de protection immédiate de captage :

- ☐ une convention de passage sur la parcelle n° 526 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS (terrain militaire), relevant du Ministère de la Défense, devra être signée,
- ☐ un droit de passage sur la parcelle n° 216 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS devra être officialisé ; cette servitude, instaurée au bénéfice de Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés.

Article 3.3 : Périmètre de protection immédiate du regard de captage

Il sera établi également **un périmètre de protection immédiate dit annexe autour du regard de captage** conformément au plan joint en annexe du présent arrêté. Il s'étendra sur la totalité de la parcelle n° 395 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et sera efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du réseau d'eau.

Il sera régulièrement entretenu.

Article 3.4 : Autres aménagements relatifs au regard de captage

L'accès au regard de captage devra être pérennisé par l'officialisation d'un droit de passage à l'intérieur de la parcelle n° 427 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS, conformément au plan annexé. Cette servitude, instaurée au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, sera d'une largeur minimum de 3 mètres et permettra le passage de véhicules motorisés.

Le regard de captage sera régulièrement entretenu et nettoyé. Son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire (réparation du béton et restauration ou remplacement de la porte).

Ce regard de captage sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie de la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé un **périmètre de protection rapprochée** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

📍 Commune de FENIERS section A :

- une partie des parcelles n° 214 et 392.
- la totalité des parcelles n° 218, 394, 523 et 524.

Article 4.1 : Prescriptions générales

Dans ce périmètre sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,

... / ...

- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,
- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),
- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,

Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes, c'est-à-dire les parcelles n° 214 et 392 de la section A du plan cadastral de la commune de FENIERS, pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée, ne devront pas être transformées en cultures.

- l'entretien des fossés et des haies,

Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : Prescriptions agricoles

Dans ce périmètre, sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars.
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :*

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ *l'utilisation de produits phytosanitaires :*

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

➤ *le chargement en animaux quels qu'ils soient :*

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

Article 4.3 : Prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Pour leur exploitation, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,
- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

➤ *l'usage de produits phytosanitaires,*

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

➤ *les coupes d'arbres et le débardage,*

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

... / ...

- l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

- le stockage des bois.

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 4.4 : Prescription complémentaire

Afin d'éviter toute stagnation d'eau, les fossés de la route départementale n° 19 longeant le périmètre de protection rapprochée devront être régulièrement entretenus.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de FENIERS. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de FENIERS (le territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de FENIERS et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8: Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date d'envoi de sa notification.

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, M. le Maire de FENIERS, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim et M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Chef du Bureau


Thierry REMUZON

Fait à GUERET, le 15 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY

CAPTAGE DES GANES CLAIRES

Servitudes de passage

Légende

Périmètre de protection immédiat

Périmètre de protection rapproché

Servitude de passage

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour.
GUSSET, le 15 JAN. 2010
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

Vincent LAGOGUEY

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Chef de Bureau

Philippe REMUZON

Regard de captage

PUY MERGOUX

COMMUNE FENIERS
Section A



PREFECTURE DE LA CREUSE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n° 2010-015-10

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE
AU BENEFICE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE
DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE « POULAIN »
SITUE SUR LA COMMUNE DE GIOUX**

LE PREFET DE LA CREUSE

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le Code Rural, et notamment son article 113 ;

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 211-11 et L. 215-13 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse en date du 22 décembre 2006 décidant d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection du captage de « Poulain » servant à l'alimentation en eau du syndicat ;

VU la délibération du Conseil Municipal de GIOUX en date du 18 décembre 2006 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection de captage de « Poulain », dont les périmètres de protection sont situés sur la commune ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé pour le département de la Creuse établi en décembre 2005 et ses additifs du 8 décembre 2006 et du 9 octobre 2008 ;

VU le dossier de demande de déclaration d'utilité publique déposé le 28 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-01290 en date du 16 septembre 2009 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative à l'établissement des périmètres de protection des captages d'« Abbas », des « Gasnes », des « Bordes », des « Pâtureau », du « Pré Nouveau », de « Gasne Claire » et de « Poulain » situés sur les communes de CLAIRAUX, SAINT-QUENTIN-LA-CHABANNE, FENIERS et GIOUX ;

... / ...

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur dans son rapport du 6 novembre 2009 ;

CONSIDERANT que le captage de « Poulain » constitue une ressource indispensable à l'alimentation en eau du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la protection sanitaire du captage de « Poulain » afin de préserver la qualité de l'eau de la ressource ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2009, le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse ayant été invité à participer à la séance ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet de la Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- l'établissement des périmètres de protection du captage de « Poulain »,
- les travaux de protection autour du captage de « Poulain », servant à l'alimentation en eau du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse.

Localisation du captage (coordonnées en Lambert II étendu) :

X = 583 499 Y = 2 090 647

Article 2 : Autorisation d'utilisation de l'eau

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse est autorisé à utiliser l'eau du captage de « Poulain » en vue de la consommation humaine après traitement de neutralisation et désinfection.

Article 3 : Périmètres de protection immédiate

Afin d'assurer la protection du captage de « Poulain », il sera établi, conformément au plan joint en annexe du présent arrêté, un **périmètre de protection immédiate**. Afin de protéger le réservoir situé 100 mètres à l'aval et recevant les eaux du captage de « Poulain », il sera également créé un **périmètre de protection immédiate annexe**.

Article 3.1 : Périmètre de protection immédiate du captage

Il s'étendra sur la totalité de la parcelle n° 197 de la section AB du plan cadastral de la commune de GLOUX.

Ce périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété par le Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'entretien de ce périmètre ou l'exploitation du captage.

Ce périmètre sera aménagé de manière à éviter toute stagnation d'eau.

Il sera régulièrement entretenu en herbe rase (au minimum deux fois par an). Seule la taille et la fauche y compris sous forme de foin seront autorisées. Aucun épandage ni stockage de désherbant chimique, de pesticide et d'engrais ne sera admis. Aucun brûlage de végétaux ne devra être réalisé.

Toutes activités, installations ou dépôts seront interdits sur ce périmètre à l'exception de ceux nécessaires à l'entretien ou l'exploitation du réseau d'eau.

Article 3.2 : Périmètre de protection immédiate du réservoir de captage

Il sera établi également un périmètre de protection immédiate dit annexe autour du réservoir conformément au plan joint en annexe du présent arrêté. Il s'étendra sur totalité de la parcelle n° 174 de la section AO du plan cadastral de la commune de GIOUX (parcelle actuellement clôturée) ainsi que sur une partie de la parcelle n° 173 de la même section ; pour cette dernière parcelle, cela correspondra à une bande de terrain de 3 mètres de large tant du côté de la porte que du côté nord-ouest.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse et sera efficacement clôturé. Un portail avec serrure en permettra l'accès aux seules personnes chargées d'assurer l'exploitation du réseau d'eau ou l'entretien de ce périmètre qui devra être maintenu en herbe rase.

L'accès à ce périmètre se fera par le chemin rural qui borde les parcelles n° 173 et 174 de la section AO du plan cadastral de la commune de GIOUX et qui relie le chemin rural de « Gioux à Felletin » à la route départementale n° 35.

Article 3.3 : Autres aménagements

Afin de pouvoir se rendre au périmètre de protection immédiate du captage en véhicules, par tout temps et avec du matériel d'entretien, un chemin d'une largeur de 5 mètres devra être créé, sur une partie de la parcelle n° 196 de la section AB du plan cadastral de la commune de GIOUX. Son emprise appartiendra au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse. Il débouchera sur le chemin rural de « Gioux à Felletin ». Ce dernier devra être régulièrement entretenu.

Le réservoir de « Poulain » devra être réhabilité :

- son étanchéité devra être vérifiée et rétablie si nécessaire,
- sa maçonnerie devra être reprise,
- la serrure devra être réparée ou remplacée,
- la porte du réservoir devra être restaurée ou changée.

Le réservoir sera également rendu impénétrable aux petits organismes vivants (notamment les insectes, mollusques). Pour cela, il sera mis en place un joint périphérique à la porte, un grillage à maille fine type moustiquaire sur les trous d'aération et une grille à la sortie de la canalisation du trop plein. La canalisation de départ sera pourvue d'une crépine et celle du trop plein d'un clapet anti-retour. Ces équipements devront être changés à la moindre dégradation.

Article 4 : Périmètre de protection rapprochée

Il sera également créé **un périmètre de protection rapprochée** (plan annexé). Les terrains concernés par ce périmètre sont les suivants :

📍 Commune de GIOUX section AB :

- la totalité des parcelles n° 20, 21, 27, 196, 199, 200 et 201.
- une partie des parcelles n° 22, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 45 et 198.

Article 4.1 : prescriptions générales

Dans ce périmètre sont interdits :

- la création et l'aménagement de voies de communication routières ou ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir ou améliorer les liaisons existantes et celles nécessaires à l'exploitation du captage,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et purins, de fientes et fumiers de volailles, des eaux usées domestiques ou industrielles et des boues de station d'épuration des eaux usées ou des boues de station de production d'eau potable,
- le stockage de produits susceptibles d'être entraînés vers la nappe par les eaux de précipitation infiltrées (engrais, produits phytosanitaires, matières fermentescibles, ensilages, déjections animales, hydrocarbures ...),
- l'installation d'ouvrages de stockage ou d'évacuation d'eaux usées, brutes ou épurées, de canalisations, dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures ou de tous produits, liquides ou gazeux, susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques, et de manière générale, tout dépôt de matières usées ou dangereuses,
- la création d'étang, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières et de mines à ciel ouvert ou souterraines, l'ouverture ou le remblaiement d'excavations ; seules pourront être autorisées les excavations en relation avec l'exploitation ou l'entretien du captage,
- l'installation de drains enterrés ou le creusement de fossés de drainage dont les écoulements se font en direction du champ captant,
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée, notamment habitations, bâtiments d'élevage, y compris les abris destinés au bétail, à l'exception des installations nécessaires à l'exploitation du point d'eau,
- les terrains de camping ou les aires de stationnement des caravanes,

- la création de cimetières,
- la création de vergers,
- l'utilisation de mâchefers,
- la suppression des espaces boisés et des haies,
- l'épandage, vidange ou rinçage des effluents phytosanitaires (fonds de cuve, eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, ...),
- les sols nus en hiver,
- la captation de la ressource en eaux de surface ou souterraines ; cette ressource doit être exclusivement réservée à la production d'eau potable au bénéfice de la collectivité publique.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- la destination des parcelles,

Elle ne devra pas être modifiée pour laisser place à une utilisation plus polluante. Les prairies permanentes, c'est-à-dire les parcelles n° 21 et 196 de la section AB du plan cadastral de la commune de GIOUX, ne devront pas être transformées en cultures.

- l'entretien des fossés et des haies,

Il devra se faire manuellement ou mécaniquement, sans emploi de produit phytosanitaire.

Toutes précautions devront être prises pour éviter tout écoulement sur les parcelles de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de captage (carburants, huiles, liquides hydrauliques, ...).

Toute activité ayant engendré une dégradation superficielle du terrain dans le périmètre de protection rapprochée (ornières, chemins creux, accumulation de déchets, ...) devra donner lieu à une remise en état du sol.

Article 4.2 : prescriptions sylvicoles

Si les documents d'urbanisme en vigueur le permettent, les parcelles en prairies ou en cultures pourront être boisées. Les parcelles actuellement boisées pourront être exploitées mais devront demeurer en nature de bois, c'est-à-dire les parcelles n° 20, 22, 27, 28, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 196b et 199 de la section AB du plan cadastral de la commune de GIOUX, pour leurs parties comprises dans le périmètre de protection rapprochée

Pour l'exploitation des parcelles boisées, les préconisations suivantes devront être appliquées.

Dans ce périmètre, sont interdits :

- le sous-solage,
- les andains à moins de 20 mètres des limites du périmètre de protection immédiate du captage,
- le stationnement des engins,
- la vidange des huiles de moteur et de l'hydraulique des engins,

- le dessouchage, sauf en cas de nécessité avérée (problèmes sanitaires des plantations),
- le brûlage des rémanents.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- l'usage de produits phytosanitaires,

Il sera limité au traitement localisé des jeunes plants. Le débroussaillage des plantations âgées de plus de 3 ans s'effectuera exclusivement par des moyens mécaniques.

- les coupes d'arbres et le débardage,

Les techniques devront être adaptées afin de ne provoquer aucune détérioration des sols ni modification des écoulements naturels des eaux. Pour ces raisons, ces opérations devront se faire en tenant compte des conditions météorologiques et donc de préférence par temps sec.

Pour toute ouverture de pistes terrassées à moins de 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate du captage, des fossés devront être réalisés de manière à éviter que les écoulements superficiels se fassent en direction du captage.

- l'approvisionnement en carburant des engins d'abattage et de débardage,

Il devra être réalisé en dehors du périmètre de protection rapprochée.

- le stockage des bois.

Il sera toléré sous certaines conditions :

- la durée de stockage sera limitée à un an maximum,
- le stockage se fera à une distance supérieure à 50 mètres des limites du périmètre de protection immédiate du captage,
- les bois stockés ne subiront pas de traitements phytosanitaires.

Article 4.3 : prescriptions agricoles

Dans ce périmètre, sont interdits :

- l'installation de nourrisseurs, d'abreuvoirs et tout autre dispositif susceptible de favoriser la concentration d'animaux, à moins de 100 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les affouragements permanents ou à poste fixe du 1^{er} novembre au 31 mars,
- le désherbage chimique des clôtures et limites de parcelles.

Dans ce périmètre, sont réglementés :

- l'utilisation des produits fertilisants organiques ou minéraux :

Elle devra être conforme aux recommandations du Code des bonnes pratiques agricoles, annexé à l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 (J.O. du 5 janvier 1994).

➤ le chargement en animaux quels qu'ils soient :

Il ne devra pas dépasser l'équivalent de 1,4 unité de gros bétail par hectare et par an.

➤ l'utilisation de produits phytosanitaires :

L'usage des produits phytosanitaires sera réservé au traitement des cultures en place mais ne devra en aucun cas se substituer à des opérations de travail du sol telles que le déchaumage « mécanique », le désherbage mécanique des faux semis, etc.

Ne devront être utilisés que des produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Les exigences prévues par l'AMM devront être respectées.

Article 5 : Expropriation

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, agissant au nom et pour le compte du Syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu des dispositions du Code de l'Expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des protections et à la constitution des périmètres de protection.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements de mise en conformité susmentionnés seront réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 7 : Notification et publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale de deux mois en mairie de GIOUX. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux. Cet arrêté sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse notifiera sans délai un extrait de cette décision à chaque propriétaire intéressé, afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de GIOUX (territoire sur lequel est situé la propriété soumise à servitudes), qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection notifieront sans délai à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

Le Maire de GIOUX et le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 8 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Creuse, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS 07 SP), soit contentieux, auprès du Tribunal Administratif de LIMOGES, dans les 2 mois à compter de la date de sa notification.

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. A compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de 2 mois, pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours administratif intervient dans un délai de 2 mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

Article 9 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse, M. le Président du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable de la Haute Vallée de la Creuse, Mme le Maire de GIOUX, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim, M. le Directeur Départemental des Territoires – Service Espace Rural, Risques et Environnement – Bureau des Milieux Aquatiques et Service Urbanisme, Habitat, Construction Durables – Bureau Urbanisme et Planification sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à M. le Président du Conseil Général – Service Eau et Environnement, au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Limousin, à Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles et à Mme la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal, Service Bureau


Thierry REMUZON

Fait à GUERET, le 15 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Vincent LAGOGUEY